

COMMISSION PERMANENTE DE
CONTROLE LINGUISTIQUE

03-06-1996



Monsieur Marcel Colla
Ministre des Pensions

boulevard Bischoffsheim, 33
1000 Bruxelles

VOTRE LETTRE DU

VOS RÉFÉRENCES

NOS RÉFÉRENCES

ANNEXES

27.211/I/PN
TVS/RV

Monsieur le Ministre,

Par votre lettre du 13 novembre 1995, vous avez demandé l'avis de la Commission permanente de Contrôle linguistique (C.P.C.L.), au sujet d'un arrêté royal portant modification de celui du 23 juin 1995 fixant les cadres linguistiques de l'Office national des Pensions.

En sa séance du 8 février 1996, la C.P.C.L. siégeant sections réunies a consacré un examen à cette demande d'avis.

Les organisations syndicales ont été consultées au sujet du projet d'arrêté royal sous examen conformément à l'article 54 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées par arrêté royal du 18 juillet 1966 (L.L.C.).

*

*

*

Le ministre propose de remplacer l'article 1er de l'arrêté royal du 23 juin 1995 et de répartir comme suit les emplois de l'Office national des Pensions (O.N.P.) entre les cadres linguistiques.

Degrés de la hiérarchie	Cadre français	Cadre néerlandais	Cadre bilingue	
	Nombre d'emplois	Nombre d'emplois	Réservés aux fonct. du rôle français	Réservés aux fonct. du rôle néerl.
1	3	3	1	1
2	11	11	3	3
3	27	30		
4	28	33		
5	46	52		
6	369	417		
7	189	213		
8	32	37		

La modification s'impose par les motifs suivants: outre les directions d'administration des services d'attribution de langue néerlandaise et de langue française, l'O.N.P. compte 4 directions d'administration dont il est admis qu'au moins deux d'entre elles doivent, pour des raisons fonctionnelles, être dirigées par un fonctionnaire bilingue.

Le ministre propose dès lors de réserver, au premier degré de la hiérarchie, deux emplois à des fonctionnaires du cadre bilingue (1F - 1N) et, partant, de diminuer les cadres (unilingues) N et F, chacun, d'une unité. Suite à cela, il s'impose d'ajouter, au deuxième degré, une unité à chacun des cadres (unilingues) N et F, alors que le nombre des emplois du cadre bilingue est réduit, chaque fois, d'une unité.

De cette manière, les emplois du premier degré (8) et du deuxième degré (28) sont répartis conformément à l'article 43, § 3, des L.L.C.

Par ailleurs, il est nécessaire de corriger une erreur arithmétique. De la comparaison du nouveau cadre organique et des cadres linguistiques, il ressort qu'au troisième degré de la hiérarchie

du cadre N il y a un emploi de trop et au quatrième degré un emploi trop peu. Le ministre propose dès lors ce qui suit:

<u>Situation A.R. 23.06.1995</u>		<u>Projet d'A.R.</u>
Degré 3	27 F - 31 N	27 F - 30 N
Degré 4	28 F - 32 N	28 F - 33 N

Ces modifications ne changent rien à la proportion globale de 53% N - 47% F, pour les degrés 3 à 8, approuvée par la C.P.C.L.

*

* *

La C.P.C.L. constate qu'un problème subsiste en ce qui concerne l'emploi mis en extinction au 1er degré de la hiérarchie, degré auquel la parité prescrite à l'article 43, § 3, des L.L.C. n'est, globalement, pas respectée.

Dans sa lettre du 26 mai 1995 à monsieur Flahaut, ministre de la Fonction publique, la C.P.C.L., notamment au sujet de l'Office national des Pensions, a avancé ce qui suit:

"Aux termes de l'article 43, § 3, des lois linguistiques en matière administrative (L.L.C.) les emplois à partir du grade de directeur (rang 13) et au-dessus sont répartis en nombre égal entre les cadres français et néerlandais, le cadre bilingue comprenant également un nombre égal de fonctionnaires des deux rôles linguistiques à savoir 20% de l'effectif global des fonctions égales et supérieures à celles de directeur.

Le Roi peut par arrêté motivé et délibéré en Conseil des Ministres déroger à la règle de l'égalité numérique des emplois de direction, en faveur des services centraux dont les attributions ou les activités intéressent de façon inégale la région de langue française et la région de langue néerlandaise (article 43, § 3, dernier alinéa des L.L.C.).

Je vous rappelle en substance que, lorsque le cadre organique comporte un nombre impair d'emplois au 1er ou 2ème degré de la hiérarchie et/ou que les emplois de direction ne peuvent être répartis à parité conformément à l'article 43, § 3, des L.L.C., il en découle - selon la jurisprudence constante de la C.P.C.L. et du Conseil d'Etat - une insécurité juridique qui risque d'hypothéquer toute promotion faite dans les rangs 13 à 17.

S'il n'est pas dérogé à la parité linguistique (dans les conditions prévues à l'article 43, § 3, dernier alinéa des L.L.C.) toute une série d'irrégularités doivent être évitées:

- la fixation d'un nombre impair d'emplois au 1er ou au 2ème degré de la hiérarchie;
- la mise en mobilité ou en extinction du dernier emploi impair n'assure pas le respect de la parité.

Il n'y a pas lieu de considérer les emplois en extinction et les emplois au cadre permanent séparément, le total des emplois à chaque degré devant assurer la parité linguistique."

La C.P.C.L. attire l'attention sur le fait qu'en raison de la publication au Moniteur belge du 30 décembre 1995 de l'arrêté royal du 10 avril 1995 portant simplification de la carrière de certains agents des administrations de l'Etat appartenant aux niveaux 1 et 2+, le projet d'arrêté royal de cadres linguistiques ne correspond plus pour le moment à la réalité des grades et des rangs actuellement d'application aux niveaux 1 et 2+ et ne peut dès lors faire l'objet d'une publication au Moniteur belge.

Le Gouvernement a toutefois décidé au Conseil des Ministres du 7 mars 1996 de modifier l'arrêté royal du 10 avril 1995 en postposant son entrée en vigueur.

Cet arrêté royal sera, après négociation syndicale et après avis du Conseil d'Etat, soumis à la signature du Chef de l'Etat.

Dès la publication de ce nouvel arrêté royal et à condition qu'il soit tenu compte des remarques formulées par la C.P.C.L., plus rien ne s'opposera à ce que l'arrêté royal des cadres linguistiques soit publié à son tour.

La Commission permanente de Contrôle linguistique vous invite à lui communiquer la suite que vous réserverez au présent avis.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

Le Président,

A. VAN CAUWELAERT - DE WYELS